



**Délégation de service public de la gestion
du columbarium du cimetière de la rive gauche**

Rapport du Maire – exercice 2016

Déléataire : Pompes Funèbres Générales Est

Par délibération en date du 25 mars 1995, la ville de Saint-Dié-des-Vosges a décidé de déléguer à la société des Pompes Funèbres Générales Est l'exclusivité de l'aménagement et de l'exploitation du site cinéraire de la ville sur les terrains du cimetière de la rive gauche.

1. notion de délégation de service public:

La mission du cocontractant est définie à l'article 1 de la convention :

1. la réalisation en tant que maître d'œuvre du site cinéraire,
2. l'exploitation de ce site (entretien de l'équipement exclusivement),
3. l'encadrement et la formation du personnel salarié du cocontractant,
4. la perception auprès des usagers des redevances pour service rendu par ses soins dans le cadre de sa mission de service public.

Sa durée mentionnée à l'article 2 est de 25 ans.

Il est prévu à l'article 3 qu'en contrepartie du service délégué, le cocontractant perçoit auprès des usagers une redevance pour service rendu.

Ces éléments correspondent à la définition de la Délégation de Service Public suivant les termes de l'article 1411-1 du C.G.C.T. modifiés par la loi 2005-101 du 11 février – art 30.

2. les services fournis

Le délégataire assure le service de l'ouverture et de la fermeture des emplacements cinéraires dans le site du cimetière de la rive gauche et la dispersion de cendres au jardin du souvenir.

3. le compte d'exploitation

En 2016, 6 cases de columbarium ont été vendues pour un chiffre d'affaires de 3 976 €. A titre de comparaison, en 2015, 4 cases de columbarium ont été vendues pour un CA de 2 629 € ;

4. les biens et immobilisations

Le site cinéraire comprend 15 modules de columbarium pour un total de 111 cases. Fin 2016, il restait 4 emplacements disponibles.

5. La révision des tarifs

Le contrat de Délégation de Service Public doit comporter, parmi d'autres, les clauses relatives aux tarifs applicables aux usagers en contrepartie des services qui leur sont rendus, c'est ainsi que l'article 4 rappelle qu'ils ont été établis, compte tenu des charges de service et des frais de la délégation au mois de décembre 1994.

Les conditions de variation, en hausse ou en baisse de la tarification, sont fixées de façon à ce qu'elles soient applicables chaque année avec effet au 01 janvier, la première révision intervenant au 01 janvier 1996.

Les tarifs pratiqués :

	1996*	2016
Droit d'occupation (pour 15 ans)	650,89 TTC	727,86 TTC
Droit d'accès ouverture de case	72,32 TTC	81,14 TTC

* 1996 : année d'origine du contrat